La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2010 : déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars a été constaté en août 2010, comparativement à un déficit de 5,3 milliards en août 2009.

Les revenus ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (12,5 %) en raison de la croissance de la plupart des sources de revenu. Les charges de programmes ont crû de 2,5 milliards (14,2 %), principalement à cause de la hausse des transferts aux autres administrations et aux Premières nations, et de l'augmentation du financement de l'infrastructure. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,2 milliard.

D'avril à août 2010 : déficit budgétaire de 13,5 milliards de dollars

Les cinq premiers mois de l'exercice 2010-2011 se sont soldés par un déficit budgétaire de 13,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 23,7 milliards pour la même période l'an dernier. Une tranche de plus de 7 milliards de ce déficit est imputable aux mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, les mesures liées à l'assurance-emploi et le financement de l'infrastructure. Les revenus ont augmenté de 5,8 milliards (6,7 %), surtout du fait d'une hausse des rentrées de taxe sur les produits et services (TPS), d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont diminué de 4,3 milliards (4,3 %), en grande partie sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, partiellement compensée par une hausse des transferts aux autres administrations en 2010-2011. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard d'une année sur l'autre.

Août 2010

Un déficit budgétaire de 5,8 milliards de dollars a été constaté en août 2010, comparativement au déficit de 5,3 milliards affiché en août 2009.

Les revenus budgétaires ont progressé de 1,9 milliard de dollars (12,5 %) pour s'établir à 17,2 milliards.

- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (7,0 %).
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 0,9 milliard de dollars.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 47 millions de dollars (12,8 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (8,0 %). Les rentrées de TPS ont crû de 0,1 milliard (5,7 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 13 millions de dollars, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 37 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,1 milliard.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,2 milliard de dollars (19,9 %), sous l'effet d'un redressement à la baisse de 0,2 milliard effectué en août 2009. À défaut du redressement, ces revenus n'auraient presque pas changé.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprise, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur les opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 24 millions de dollars (1,2 %).

En août 2010, les charges de programmes atteignaient 20,5 milliards de dollars, soit 2,5 milliards (14,2 %) de plus qu'en août 2009, en raison de l'augmentation des paiements de transfert et des autres charges de programmes.

Les paiements de transfert ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (16,8 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 40 millions de dollars (0,7 %). Les prestations aux aînés ont monté de 0,1 milliard (3,5 %). Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 milliard (4,1 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 21 millions (2,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (16,5 %), en grande partie à cause de la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé et les paiements ponctuels de protection des transferts aux provinces pour empêcher la baisse du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation entre 2009-2010 et 2010-2011.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, surtout en raison de la progression des transferts aux organisations inuites et des Premières nations, et des fonds consacrés à l'infrastructure.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont crû de 0,5 milliard de dollars (8,8 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,2 milliard de dollars (6,1 %).

D'avril à août 2010

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2010-2011, un déficit budgétaire de 13,5 milliards de dollars a été déclaré, comparativement au déficit de 23,7 milliards affiché pour la même période en 2009-2010. Une tranche de plus de 7 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures adoptées dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

Les revenus budgétaires ont progressé de 5,8 milliards de dollars (6,7 %) pour s'établir à 92,8 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (3,9 %).
- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (12,0 %), par suite de la baisse d'environ 7 % des rentrées d'impôt, qui a été plus que compensée par une diminution des remboursements d'impôt d'environ 26 %.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (12,4 %).

- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,9 milliards de dollars (19,5 %) de plus, surtout en raison d'une hausse de 2,5 milliards (27,7 %) des revenus tirés de la TPS. Les taxes sur l'énergie ont progressé de 0,1 milliard de dollars, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 9 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,3 milliard de dollars (3,4 %). Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont enregistré une hausse de 0,2 milliard de dollars (1,6 %). Les autres revenus et charges des sociétés d'État pour la période comprise entre avril et juillet en 2009-2010 et en 2010-2011 ont été redressés pour tenir compte de la reclassification de la Corporation commerciale canadienne, qui est passée du statut de société d'État entreprise à celui de société d'État consolidée. Cette reclassification a entraîné la hausse des revenus et des charges des sociétés d'État, mais n'a aucune incidence sur le solde budgétaire.

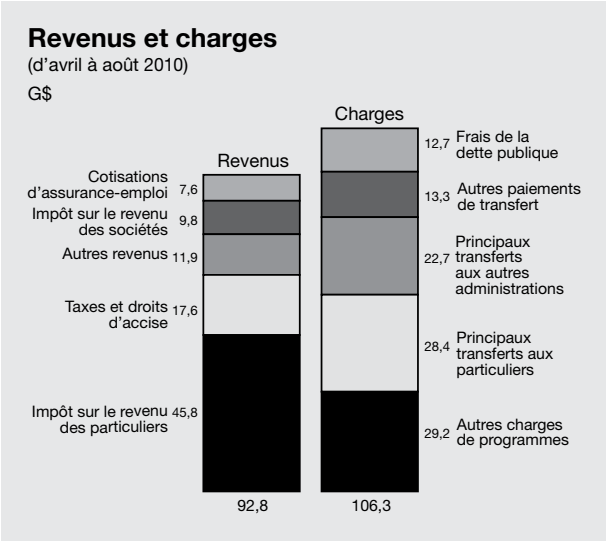
D'avril à août 2010, les charges de programmes ont totalisé 93,6 milliards de dollars, en baisse de 4,3 milliards (4,3 %) par rapport à la même période l'année précédente, ce qui traduit une diminution des paiements de transfert.

D'avril à août 2010, les paiements de transfert ont diminué de 4,1 milliards de dollars (6,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont reculé de 34 millions de dollars (0,1 %). Les prestations accordées aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard (2,5 %), ce qui est en adéquation avec la croissance de cette catégorie de la population. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard (6,6 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,2 milliard, en partie sous l'effet de la bonification du supplément de la Prestation nationale pour enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants instaurée en juillet 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (4,8 %), principalement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, ainsi que des paiements ponctuels de protection des transferts aux provinces en août 2010 pour empêcher la baisse du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation entre 2009-2010 et 2010-2011.
- Les autres paiements de transfert ont diminué de 5,1 milliards de dollars, surtout en raison d'une aide ponctuelle au secteur de l'automobile en 2009-2010, partiellement compensée par l'augmentation des transferts aux organisations inuites et des Premières nations et la hausse du financement de l'infrastructure en 2010-2011.

Les autres charges de programmes ont reculé de 0,2 milliard de dollars (0,5 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard de dollars (0,7 %).



Besoins financiers de 35,3 milliards de dollars d'avril à août 2010

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges du gouvernement étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagées, peu importe le moment où surviennent les sorties ou les rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu d'un déficit budgétaire de 13,5 milliards de dollars et des besoins de 21,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août de l'exercice 2010-2011 s'est soldée par des besoins financiers de 35,3 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 45,5 milliards pour la même période en 2009-2010. La baisse des besoins financiers en 2010-2011 découle de l'amélioration du solde budgétaire, d'une réduction des besoins de financement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés en raison de la fin en mars 2010 des achats de blocs de prêts hypothécaires assurés, ainsi que de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010. Ces baisses ont été partiellement compensées par des besoins financiers en 2010-2011 générés par les opérations de change du gouvernement, comparativement à une ressource financière à ce titre en 2009-2010.

Activités nettes de financement en hausse de 19,7 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 35,3 milliards de dollars en augmentant la dette contractée sur les marchés de 19,7 milliards et en réduisant ses soldes de trésorerie de 15,6 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. Les soldes de trésorerie à la fin d'août 2010 s'élevaient à 10,0 milliards de dollars, soit 14,5 milliards de moins qu'à la fin d'août 2009.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Août		Avril à août	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 287	17 203	86 991	92 798
Charges				
Charges de programmes	-17 970	-20 517	-97 847	-93 593
Frais de la dette publique	-2 659	-2 496	-12 812	-12 718
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 342	-5 810	-23 668	-13 513
Opérations non budgétaires	62	48	-21 845	-21 764
Ressources ou besoins financiers	-5 280	-5 762	-45 513	-35 277
Variation nette dans les activités de financement	5 219	10 435	25 015	19 655
Variation nette dans l'encaisse	-61	4 673	-20 498	-15 622
Encaisse à la fin de la période			24 533	10 001

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Août			Avril à août		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 544	9 143	7,0	44 111	45 831	3,9
Impôt sur le revenu des sociétés	273	1 171	328,9	8 733	9 779	12,0
Impôt sur le revenu des non-résidents	366	319	-12,8	2 068	1 812	-12,4
Total des impôts sur le revenu	9 183	10 633	15,8	54 912	57 422	4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 955	2 067	5,7	9 059	11 564	27,7
Taxes sur l'énergie	442	455	2,9	2 037	2 115	3,8
Droits de douane à l'importation	313	350	11,8	1 512	1 521	0,6
Autres taxes et droits d'accise	428	516	20,6	2 147	2 439	13,6
Total des taxes et droits d'accise	3 138	3 388	8,0	14 755	17 639	19,5
Total des revenus fiscaux	12 321	14 021	13,8	69 667	75 061	7,7
Cotisations d'assurance-emploi	964	1 156	19,9	7 396	7 649	3,4
Autres revenus	2 002	2 026	1,2	9 928	10 088	1,6
Total des revenus	15 287	17 203	12,5	86 991	92 798	6,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Août			Avril à août		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations pour les aînés	2 874	2 975	3,5	14 284	14 642	2,5
Prestations d'assurance-emploi	2 010	1 928	-4,1	8 984	8 393	-6,6
Prestations pour enfants	993	1 014	2,1	5 127	5 326	3,9
Total	5 877	5 917	0,7	28 395	28 361	-0,1
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 039	2 173	6,6	10 198	10 803	5,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	906	932	2,9	4 600	4 658	1,3
Total	2 945	3 105	5,4	14 798	15 461	4,5
Transferts fiscaux	1 320	1 833	38,9	7 079	7 636	7,9
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	957	858	-10,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-236	-246	4,2	-1 143	-1 229	7,5
Total	4 029	4 692	16,5	21 691	22 726	4,8
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	216	355	64,4	563	676	20,1
Affaires étrangères et Commerce international	218	285	30,7	1 220	1 369	12,2
Santé	77	191	148,1	1 049	1 104	5,2
Ressources humaines et Développement des compétences	178	153	-14,0	1 240	1 369	10,4
Affaires indiennes et du Nord canadien	330	736	123,0	2 150	2 620	21,9
Industrie	287	330	15,0	889	983	10,6
Autres	831	1 411	69,8	11 310	5 195	-54,1
Total	2 137	3 461	62,0	18 421	13 316	-27,7
Total des paiements de transfert	12 043	14 070	16,8	68 507	64 403	-6,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	704	863	22,6	3 991	4 360	9,2
Défense	1 618	1 792	10,8	7 673	6 983	-9,0
Tous les autres ministères et organismes	3 605	3 792	5,2	17 676	17 847	1,0
Total des autres charges de programmes	5 927	6 447	8,8	29 340	29 190	-0,5
Total des charges de programmes	17 970	20 517	14,2	97 847	93 593	-4,3
Frais de la dette publique	2 659	2 496	-6,1	12 812	12 718	-0,7
Total des charges	20 629	23 013	11,6	110 659	106 311	-3,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Août		Avril à août	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 342	-5 810	-23 668	-13 513
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-435	-130	-766	-2 046
Autres activités d'investissement	-457	-26	-13 408	-32
Régimes de retraite et autres passifs	919	0	3 362	2 209
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 103	1 552	-16 545	-21 725
Opérations de change	-1 367	-1 815	4 172	-1 935
Amortissement des immobilisations corporelles	299	467	1 340	1 765
Total des autres activités	35	204	-11 033	-21 895
Total des opérations non budgétaires	62	48	-21 845	-21 764
Ressources ou besoins financiers	-5 280	-5 762	-45 513	-35 277

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Août		Avril à août	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-5 280	-5 762	-45 513	-35 277
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	14 493	7 816	35 278	27 200
Bons du Trésor	-9 500	900	-1 600	-8 500
Titres au détail	-28	-46	-43	-291
Autres	-1	0	-67	-390
Total	4 964	8 670	33 568	18 019
Emprunts en devises	-542	508	-4 332	356
Total	4 422	9 178	29 236	18 375
Réévaluation de swaps de devises	765	1 002	-3 979	966
Escomptes non amortis des émissions obligataires	43	262	-167	382
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-11	-7	-75	-68
Variation nette dans les activités de financement	5 219	10 435	25 015	19 655
Variation dans l'encaisse	-61	4 673	-20 498	-15 622

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Octobre 2010